



Jean Asselborn à la 1ère Conférence des Etats Parties. © J. Bobin / Handicap International

Communiqué du Gouvernement luxembourgeois

**Les 9 et 10 novembre 2010, le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, Jean Asselborn, a participé à la première réunion des États-parties à la Convention sur les armes à sous-munitions à Vientiane, au Laos.**

Cette conférence fut un signal important en vue de la détermination d'une mise en œuvre concrète de la Convention, suite à la signature du 3 décembre 2008 à Oslo. Actuellement, 108 États ont signé la Convention et 46 l'ont déjà ratifiée. La Convention a pu entrer en vigueur le 1er août 2010 suite au dépôt du trentième instrument de ratification par la Moldavie. Le Luxembourg et le Laos étaient parmi les tout premiers États à ratifier la Convention, le Grand-Duché ayant été le 12e et le Laos le 5e.

Le Laos est confronté à une contamination particulièrement forte d'armes à sous-munitions non-explosés ("unexploded ordnance", UXO), plus d'un tiers de son territoire étant non-accessible suite aux restes d'armes à sous-munitions non-explosés. Actuellement, malgré l'élimination d'environ 923'000 explosifs, le Laos compte près de 300 victimes d'armes à sous-munitions non-explosés par an.

À côté des États-parties et en vue d'une continuation de la bonne coopération entre tous les acteurs, la conférence a accueilli également un nombre important d'États intéressés non-parties, des organisations non-gouvernementales ainsi que des victimes d'armes à sous-munitions, la société civile ayant été une force motrice importante dans le processus de l'élaboration de la Convention.

Lors de son intervention, le ministre Asselborn a salué les progrès réalisés à ce stade, mais il a souligné que des "étapes importantes sont encore devant nous". Il a notamment évoqué l'établissement d'un programme d'action par la communauté internationale pour mettre en œuvre les engagements de la Convention, dont surtout la destruction des stocks et une aide rapide pour les victimes. Il s'est exprimé en faveur d'une universalisation de la Convention, citant le nombre important des pays qui se sont engagés depuis le lancement du processus d'Oslo en février 2007, le rôle indispensable de la société civile et le besoin de soutenir l'élan de la coopération internationale. Surtout, le chef de la diplomatie luxembourgeoise a lancé un appel à tous les États-parties de non seulement interdire la production, le commerce, le transport ou le stockage d'armes à sous-munitions, mais également le financement de ces armes.

En ce qui concerne la contribution luxembourgeoise envers les efforts dans la lutte contre les armes à sous-munitions, le ministre Asselborn a rappelé que son pays a investi 2,7 millions d'euros depuis 1995 – soient 5% des 500 millions d'euros investis dans la lutte contre les armes à sous-munitions au Laos – et a annoncé l'intention de continuer ses efforts avec la signature l'année prochaine d'une contribution de 750.000 euro sur cinq ans pour le Lao "UXO Trust Fund", confirmant ainsi son engagement envers le développement durable du Laos.

Lors d'une prise de position devant la presse luxembourgeoise, le Vice-Premier ministre a réitéré son appel à l'interdiction du financement en connaissance de cause d'armes à sous-munitions. Au vu des difficultés de prévoir les ramifications de certaines sociétés dans des secteurs industriels qui produisent des armes à sous-munitions, le ministre Asselborn a lancé l'idée de créer une enceinte éthique au Grand-Duché de Luxembourg qui serait composé d'institutions financières luxembourgeoises (Alfi, Gafi, ABBL, CSSF) ainsi que d'institutions publiques (ministère des Finances, ministère de la Justice, ministère des Affaires étrangères, Fonds de Compensation) et qui serait chargé de contrôler et vérifier les investissements actuels et futurs de l'État luxembourgeois en vue de prévenir des investissements erronés dans des sociétés impliquées dans la production d'armes à sous-munitions.

Le lendemain, le chef de la diplomatie luxembourgeoise a visité des territoires contaminés par des armes à sous-munitions et a pris part à une démonstration des travaux de destruction des bombes et de déminage.